

Initiatives ministérielles

À ce moment-ci de notre histoire, nous ne devrions pas oublier le philosophe qui a dit un jour que l'on juge une société à la façon dont elle traite ses minorités. Nous devons juger notre pays à la générosité dont nous faisons preuve envers nos minorités.

Nous nous réjouissons de la démolition du Mur de Berlin, nous acclamons M. Gorbatchev, et nous avons tous applaudi hier lorsque le ministre des Affaires étrangères de l'Union des républiques socialistes soviétiques s'est levé ici dans la tribune. Nous félicitons les Soviétiques d'ouvrir leur société. Nous les encourageons à respecter davantage les droits de la personne. Nous plaidons en faveur de la transparence dans leur société, de la démocratisation de leur société. Nous nous réjouissons de voir Nelson Mandela libéré de prison en Afrique du Sud, et nous espérons que les minorités, et dans ce cas la majorité, seront traitées avec plus d'équité et de justice. Je trouve plutôt étrange qu'il subsiste dans notre pays un petit nombre de Canadiens à l'esprit étroit, j'insiste sur le fait qu'ils ne sont pas nombreux, qui veulent faire marche arrière et nier les droits des minorités de langue anglaise au Québec et ceux des minorités de langue française en dehors du Québec.

Je termine en exprimant une inquiétude et une préoccupation. Je suis ce qui se passe dans notre pays depuis quelques années. Je sais que le premier ministre a fait de ce qu'il appelle la réconciliation nationale une partie importante de son programme. Nous souhaitons tous la réconciliation nationale, nous voulons tous l'unité nationale. Mais au cours de mes déplacements à travers le pays, au Québec et à l'extérieur du Québec, je sens que de plus de plus de Canadiens abandonnent. Je sens s'affirmer un peu plus chez les Québécois la tentation de tracer eux-mêmes leur propre voie. L'attitude chez de plus en plus de Québécois, c'est que les Canadiens anglais ne s'intéressent pas vraiment à eux et que, dans ce cas-là, il vaut mieux concentrer leurs activités dans leur propre province, à leur façon, et d'affirmer de plus en plus leur souveraineté à l'intérieur de leur territoire. Nous avons pu voir la réaction opposée à l'extérieur du Québec, à des endroits comme Sault-Sainte-Marie et Thunder Bay, où les gens disent que le français devrait se parler au Québec, qu'ils veulent parler l'anglais chez eux et qu'ils doivent suivre leur propre chemin.

J'ai vraiment peur que le pays ne soit en train de se désintégrer. C'est pourquoi il est si important de ne pas entacher de sectarisme politique le débat sur cette question. C'est pourquoi il est tellement important que les trois partis politiques nationaux restent fermement et solidement unis dans la promotion de la dualité et dans l'affirmation de nos deux langues officielles, que nous

défendions les droits linguistiques des minorités, que nous nous prononcions en faveur de l'équité, de la justice, du multiculturalisme et que nous défendions aussi nos autochtones. Je trouve que c'est extrêmement important.

Nous avons adopté la Loi sur les langues officielles en 1968. Nous y avons apporté des modifications en 1988. Nous avons rapatrié la Constitution en 1981-1982. Nous sommes témoins des efforts entrepris en 1987 en vue de modifier la Constitution conformément à l'Accord du lac Meech.

J'espère que tout cela nous unira, nous rapprochera les uns des autres et contribuera à faire du Canada un pays plus fort, plus juste et où la vie est plus agréable.

[Français]

Monsieur le Président, nous avons un grand pays. Je suis fier de venir de l'Ouest du Canada. Je suis fier d'avoir dans mon pays presque 30 p. 100 de la population qui parlent la langue française. Je suis très fier de cela. C'est une chose qui fait de notre pays un pays différent des États-Unis. C'est ce qui fait du Canada un pays unique au monde, monsieur le Président. Et je sais que la plupart de la population dans l'Ouest du Canada est d'accord avec la dualité canadienne. La plupart de la population canadienne est d'accord que le Québec soit une société distincte. La plupart de la population canadienne est d'accord avec les cinq conditions demandées par le Québec il y a deux ou trois ans, lors du débat constitutionnel.

Monsieur le Président, c'est une chose positive, tellement positive. Je suis aussi fier, comme personne qui vient de l'Ouest du Canada, de voir des écoles d'immersion en langue française, partout. Je sais que même à Calgary et à Edmonton, il y a beaucoup de parents qui enregistrent leurs enfants dans des écoles d'immersion, des parents qui réalisent qu'il est très important que les enfants puissent s'exprimer dans les deux langues. Voilà une autre chose qui est très positive.

[Traduction]

Il importe de répéter que nous voulons non seulement protéger la dualité linguistique du Canada, mais également préserver et promouvoir cette dualité. En ce faisant, nous prenons position en faveur du Canada et nous en faisons un pays plus juste, plus riche. Soyons fiers de cela. En faisant preuve de générosité envers nos minorités linguistiques, nous sommes également généreux envers nos autochtones et envers les personnes qui viennent de nombreux autres pays et cultures. Nous pourrions alors, je l'espère, bâtir un pays beaucoup plus uni, vigoureux et prospère dans les années à venir.

Des voix: Bravo!